

Extrait du Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

<http://senemag.free.fr>

Transferts d'argent : où vont les 40 milliards de dollars de la diaspora africaine ?

- Economie -

Date de mise en ligne : dimanche 1er aot 2010

Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

Les évolutions dans la gestion des transferts d'argent sont très rapides en Afrique. Le continent reçoit annuellement près de 40 milliards de dollars de ses migrants éparpillés à travers le monde malgré la crise financière internationale. Problème : aucune structure adéquate n'existe pour convertir ces fonds en investissements productifs.

source : www.lesafriques.com - 27-07-2010

Ces importants transferts de fonds représentent entre 9% et 24% des PIB des pays africains et entre 80% et 750% de l'aide publique au développement selon Séverine Deboos du projet BIT/Migrant basé à Dakar.

Une récente étude du Bureau international du travail souligne que de facto, les migrants sont ainsi considérés comme premiers bailleurs de fonds de bon nombre de pays africains.

Il y a cependant un besoin réel de structurer ces transferts et d'en assurer une meilleure gestion pour les travailleurs immigrés, les expéditeurs et bénéficiaires de transferts ainsi que les pays d'origine. Il y a au moins trois principaux défis à relever en matière de transfert de fonds en Afrique. Il s'agit de l'incertitude du volume des transferts, de la concurrence limitée, du manque d'innovation technologique et surtout des coûts élevés des transferts. On constate un quasi monopole des services de transferts d'argent de la part de deux géants du système : Western Union et Money gram qui contrôlent 65% de tous les locaux de déboursement. Résultat, les commissions font parfois 20% des montants envoyés en raison de cette situation.

Le problème c'est que 80% des pays africains limitent le type d'institutions autorisées et capables d'offrir des services en matière de transferts aux banques. Du fait des coûts élevés des 40 à 70% des transferts se font par voie informelle. Les accords d'exclusivité limitent de façon très importante la compétition et de ce fait créent une réelle barrière à l'entrée dans ce marché. Le marché africain des transferts de fonds des migrants présente aussi un niveau très faible de compétition et une présence de déboursement limitée dans les zones rurales. Les services postaux pourraient potentiellement jouer un rôle important dans l'expansion de l'accès aux services mais ne sont pas très souvent assez fonctionnels. Reste maintenant à mobiliser tous les acteurs pour permettre de capitaliser les transferts de migrants en investissements productifs et pour le développement local. C'est d'ailleurs l'objectif visé par le fonds de 6 millions d'euros que la Banque africaine de développement vient de lancer pour améliorer les transferts d'argent des migrants en accord avec le ministère français de l'immigration et de l'intégration et le fonds international de développement agricole. Il s'agit d'encourager les diasporas à investir dans les projets productifs individuels et dans le développement local des pays d'origine des migrants. Le gouvernement espagnol tient aussi à aider l'Afrique pour mieux rationaliser les fonds envoyés sur le continent. Son projet Bonne gouvernance de la migration de main d'œuvre concerne trois pays ouest africains : Le **Sénégal**, la **Mauritanie** et le **Mali**. Le projet d'une durée de quatre ans vise à maximiser les bénéfices de la migration encadrée de main d'œuvre dans ces trois pays pour promouvoir de développement durable et la réduction de la pauvreté. Il va aussi contribuer à améliorer le système de formation professionnelle pour assurer une réponse plus adéquate à la demande de main d'œuvre sur le marché espagnol.

Mohamed Ndiaye, Dakar